



Communiqué de presse

Le 19 avril 2022

AVENIR DU SERVICE PUBLIC : LA COALITION FRANÇAISE POUR LA DIVERSITÉ CULTURELLE S'ALARME !

À quelques jours du second tour de l'élection présidentielle entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron, la Coalition française pour la diversité culturelle s'alarme de l'avenir de l'audiovisuel public.

Alors que la culture a été globalement absente des débats de cette campagne, les menaces qui pèsent sur l'avenir du service public de l'audiovisuel n'ont, elles, jamais été aussi présentes.

À cet égard, le projet de Marine Le Pen visant à supprimer l'audiovisuel public serait une aberration politique, démocratique et culturelle. En effet, la privatisation des entreprises du service public de l'audiovisuel compromettrait le pluralisme du paysage audiovisuel et de l'information à l'heure où pullulent fausses informations et désinformations. Pire encore, elle serait un gâchis pour la diversité de l'offre de programmes offerte au public, alors même que les chaînes et radios du service public témoignent d'une ambition et d'une singularité indiscutables. Enfin, ce projet idéologique porterait un coup majeur à la diversité culturelle tant le service public est un partenaire historique et central de la création française et européenne, des auteurs, des artistes et de l'ensemble des professionnels de la culture.

L'audiovisuel public est de toute évidence l'un des vecteurs essentiels de la diversité culturelle qu'il faut absolument préserver d'un tel projet de démantèlement.

Lui donner les moyens de subsister, de remplir ses missions et de se développer pour conquérir de nouveaux publics, investir dans une création diverse et déployer son offre sur l'ensemble des supports impose aussi de lui garantir, comme dans tous les grands pays européens qui ont modernisé leur redevance audiovisuelle, un financement pérenne, autonome et affecté.

Au-delà des annonces de campagne, et en particulier de la suppression de la redevance qui a inquiété tous ceux qui sont attachés au service public, la Coalition appelle donc Emmanuel Macron, à s'engager à proposer un tel financement spécifique et pérenne afin d'en assurer l'avenir et d'en protéger l'indépendance.

La Coalition souhaite enfin rappeler fermement que l'avenir d'un audiovisuel public libre, dont le financement doit garantir l'indépendance et l'exigence, est un enjeu à la fois culturel, démocratique et républicain de première importance.

Contact presse France :

Agnès Mazet – 01 40 23 45 11 – agnes.mazet@sacd.fr

Contact presse International :

Guillaume Prieur – contact@coalitionfrancaise.org - www.coalitionfrancaise.org